



LE 1^{er} MAI : TOUS DANS LA RUE ! LUTTONS CONTRE LE CAPITALISME SES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES



AMPLIFIONS NOS LUTTES

POUR METTRE DEHORS LES PARTIS BOURGEOIS !

POUR QUE LES TRAVAILLEURS DIRIGENT LA SOCIETE !

Pages 2-3
Vive le 1^{er} Mai
Editorial

Pages 3-5
Analyse mouvement
El Khomri

Page 4
L'utilité des comités
Goodyear

Page 6
Le comité antiguerre

Page 7
La situation
au Kurdistan

VIVE le 1^{er} MAI 2016 ANTICAPITALISTE ET INTERNATIONALISTE !

PORTONS A UN NIVEAU POLITIQUE SUPERIEUR

LE MOUVEMENT OUVRIER ANTICAPITALISTE !

Ce premier mai 2016 se situe dans une situation politique intérieure et internationale tendue qui met à l'ordre du jour le retour de la classe ouvrière comme classe pour soi, c'est-à-dire consciente de ses propres intérêts de classe, et comme actrice politique indépendante dans son combat anticapitaliste.

Le projet de loi El Kohmri, dite loi-travail (traduire contre le travail) a provoqué une riposte puissante des travailleurs et de la jeunesse. Ce projet de loi remettant en cause la relative protection du code du travail a été la goutte qui a fait déborder le vase des mesures anti-ouvrières accumulées par les gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent depuis des dizaines d'années.

Il est maintenant devenu évident que de droite ou de gauche, les partis politiques qui alternent à l'Élysée et au Palais Bourbon (Présidence et Chambre des Députés) multiplient d'un côté les cadeaux au patronat, et de l'autre les coups bas aux ouvriers et aux travailleurs exploités. Ces partis ont perdu toute crédibilité auprès des travailleurs, et c'est bien ainsi. Qu'ils dégagent !

Mais la question se pose : par qui, par quoi les remplacer ? Plusieurs tentations se manifestent : 1) le rejet de la politique. 2) Le vote Front National. 3) Construire un nouveau front de gauche avec un autre nom ?

Désertir le combat politique n'est pas une solution. On peut comprendre ceux qui n'y croient plus. Mais cela laisse le champ libre aux partis que l'on ne veut plus.

Le Front National ? Ce Parti ultra réactionnaire est comme les autres : au service des intérêts des capitalistes. Ses discours contre l'immigration n'ont qu'un but : diviser les prolétaires selon leurs origines pour affaiblir la classe ouvrière et le peuple face aux exploités.

Un nouveau Front de gauche ? Raccommoder la « gauche de la gauche » (PCF, NPA, Verts...) avec une providentielle « gauche » du PS (les frondeurs...) ? Ce conglomerat, comme l'a montré l'effondrement de l'expérience du Front de Gauche en 2012, n'a aucune chance de se reconstruire vu les oppositions d'intérêts étroits entre ses composantes virtuelles. Et s'il advenait, ce serait pour faire in-fine la courte échelle au PS sous prétexte de faire obstacle à la droite et au FN.

Ces solutions ne sont pas des perspectives positives pour le mouvement ouvrier et populaire authentique, c'est-à-dire anticapitaliste.

Alors, QUE FAIRE ? Karl Marx, le fondateur de la théorie révolutionnaire du prolétariat, a écrit pour conclure son MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE : **L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.** Cette grande recommandation n'a jamais été aussi actuelle. Comment la concrétiser aujourd'hui ?

Le mouvement contre la réforme des retraites en 2010

de même que le mouvement actuel contre la loi-travail El Kohmri montrent la force du mouvement ouvrier et populaire. Mais en même temps, ils pointent les faiblesses de ce mouvement, et en particulier la difficulté d'unir dans un flux ascendant de longue durée les luttes qui visent le pouvoir politique. Pourquoi ? Parce qu'aucune force politique organisée ne veut aller jusqu'au renversement de ce pouvoir. Tous les partis sont d'accord pour attendre « les prochaines élections ». Et on recommence... !

Il faut en finir avec cette ligne qui conduit à la défaite. D'abord, il faut rejeter sans concession les partis politiques qui ont fait la preuve qu'ils sont du côté de la bourgeoisie : la droite et le FN ; Le.PS aussi. Ensuite, il ne faut plus suivre les partis qui, à la gauche du PS n'ont d'autre perspective à offrir que faire la courte échelle au PS !

Et ensuite ? Ensuite, il faut constater qu'aucune organisation politique anticapitaliste n'existe aujourd'hui pour donner une perspective positive au mouvement ouvrier et populaire. **Les communistes et les militants révolutionnaires anticapitalistes doivent se fixer l'objectif du Parti et être conscients des tâches qui en découlent. Il faut faire mûrir cette nécessité dans les luttes de classe, qu'elles soient partielles ou générales, économiques ou politiques. C'est à quoi travaille le ROCML.**

COMBATTONS LES GUERRES INTER-IMPERIALISTES !

Ce 1^{er} mai 2016 est aussi marqué par les guerres et le terrorisme qui ensanglantent des pays dans tous les continents. Alors que l'occident capitaliste avait promis un monde de paix après l'écroulement du bloc soviétique et la fin de « la guerre froide », les guerres se succèdent et se multiplient aux quatre coins du monde. Elles ont pour cause première la lutte des puissances impérialistes grandes ou moins grandes, anciennes ou « émergentes » pour se partager les richesses naturelles des pays, contrôler les voies de communication internationales, préserver et élargir les marchés des marchandises. Les premières victimes des agressions impérialistes sont les peuples des pays visés par la volonté de repartage du monde entre les puissances impérialistes. Les travailleurs ne doivent pas tomber dans le panneau de soutenir les guerres de la France sous prétexte qu'elles viseraient des dictateurs.

DENONCONONS LES POURVOYEURS ET LES MANIPULATEURS DU TERRORISME !

Pour réaliser leurs buts les pays impérialistes dont la France n'hésitent pas à créer, financer et armer des organisations terroristes pour déstabiliser les Etats qui

leur résistent ou qui ont d'autres alliances. Cependant, gonflées par leurs succès, les créatures se retournent parfois contre leurs créateurs. La France et la Belgique viennent de payer durement la politique de leurs apprentis sorciers. Les attentats de Paris et de Bruxelles n'ont tué que des gens du peuple. Les larmes de crocodiles des Hollande et Cie ne doivent pas occulter leur politique criminelle irresponsable de soutien aux terroristes qui ont frappé à Paris et à Bruxelles et qui leur ont donné l'occasion de renforcer leur politique sécuritaire antidémocratique destinée à museler les travailleurs, avec l'état d'urgence par exemple.

SOUTENONS LES LUTTES DES PEUPLES POUR LEUR EMANCIPATION NATIONALE !

En ce jour du premier mai, les communistes n'oublient pas que des nations ou des minorités nationales luttent pour la réalisation de leurs droits démocratiques nationaux. Actuellement, dans le sud de la Turquie, la population kurde qui revendique ses droits démocratiques et nationaux subit une répression féroce de l'Etat fasciste turc. Des villes sont bombardées et des quartiers entiers rasés par l'artillerie lourde de l'armée turque. Il y a des centaines de morts et des blessés par milliers. La Turquie fait partie de l'OTAN. Nos dirigeants se taisent. Dans le Kurdistan du nord de la Syrie (Rojava), les combattants kurdes alliés aux formations armées des tribus arabes, turkmènes... combattent avec héroïsme les ter-

roristes de DAESH (le prétendu Etat Islamique), lui infligeant des défaites retentissantes. Une grande partie du Rojava est libérée et sous le contrôle des combattants et du peuple kurde et d'autres ethnies. Leur combat n'est pas terminé et peut se heurter à d'autres antagonismes. En même temps qu'il soutiennent toutes les luttes authentiques pour les droits nationaux des peuples opprimés, les communistes et la classe ouvrière de France doivent soutenir sans condition, politiquement et matériellement, le glorieux peuple kurde de Turquie et de Syrie..

VIVE LE 1^{er} MAI 2016 !

HORS DU POUVOIR LA BOURGEOISIE ET SES PARTIS !

C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI DOIT DIRIGER LA SOCIETE !

COMBATTONS LES GUERRES IMPERIALISTES !

SOUTIEN INTERNATIONALISTE AUX TRAVAILLEURS ET AUX PEUPLES DU MONDE !

SOUTIEN AU COMBAT DEMOCRATIQUE ET NATIONAL DU PEUPLE KURDE !

MOUVEMENT CONTRE LA LOI TRAVAIL COMMENT VAINCRE LA BOURGEOISIE ?

Ces dernières semaines, des centaines de milliers de manifestants ont envahi les rues de l'ensemble des villes de France pour s'opposer au projet de loi El-Khomri. Tant la nature de la loi que le sous-comptage des manifestants démontre une fois de plus que la dictature de classe de la bourgeoisie demeure et sert les intérêts de la classe capitaliste contre le prolétariat. Ne nous laissons pas abuser par les chiffres bas du ministère de l'intérieur : la mobilisation des travailleurs, étudiants et lycéens est forte et doit le devenir davantage. Cette forte mobilisation est d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit dans un contexte plutôt défavorable puisqu'elle a lieu alors que l'état d'urgence est toujours d'actualité, que certains syndicats sont encore plus tendres pendant les périodes de pouvoir du PS.

Le mouvement ouvrier est dans une nouvelle phase. L'expérience du pouvoir PS, le développement de la crise capitaliste, les événements Goodyear et Air France, créent un réveil de la conscience de classe chez les ouvriers. Autre point positif dans ce mouvement, la jonction de la classe ouvrière et de la jeunesse a progressé, en témoignent certaines AG dans des universités où les travailleurs étaient invités à participer. Le mécontentement est donc profond. La détermination de certaines couches de la jeunesse (à Paris, Rennes, Nantes) est telle qu'une partie du mouvement lycéen et étudiant est prêt à en découdre avec les forces du capital.

Cependant, la conscience des éléments avancés n'est pas encore suffisante, au moment où nous écrivons, pour contraindre le gouvernement à retirer son projet de loi. Il est clair que sans changement de tactique, le mouvement ne pourra pas gagner. Ce n'est pas en faisant des manifestations tous les 10 jours que le mouvement va gagner. Que faut-il faire ? Abandonner ces formes de luttes ? Si aucune alternative tactique n'est trouvée, la critique des manifestations « classiques » est stérile. L'expérience montre que les grèves reconductibles, le blocage économique sont des formes supérieures pouvant faire céder le gouvernement. Cela nécessite une coordination de la lutte. De même, **la lutte des cheminots indique la voie pour passer à ces formes supérieures. Les cheminots sont en lutte contre la restructuration de leur entreprise. Ils lient les revendications propres à leurs entreprises et la lutte contre la loi El Khomri. Ils seront en grève le 26 avril et ils pourraient poursuivre leur mouvement jusqu'au 28 avril et à la mi mai. C'est de cette façon que les communistes, les syndicalistes de classe doivent amplifier la lutte contre la loi El Khomri, en liant les revendications locales et nationales et en adoptant des formes de lutte supérieures à ce qui est actuellement proposé : la reconduction de la grève. La popularisation des luttes locales dans le mouvement national donnera aussi du poids pour obtenir des concessions du patron. L'heure est à la généralisation des luttes.**

Parallèlement, de nouvelles formes de mobilisations sont apparues, comme les occupations permanentes de places dans des villes, dites « Nuits Debout ». Cette nouvelle forme s'inscrit dans la continuité de ce qui a déjà été vu en Espagne avec les rassemblements d' « indignés », « Occupy » au Etats-Unis, pour ne citer que ceux là.

Comme caractéristiques principales de ce type de mouvement on peut noter :

1. un légitime ras le bol général contre les gouvernements qui se succèdent.
2. Une volonté de contourner les partis bourgeois qui se transforme en rejet de tous les partis et des syndicats.
3. Une idéologie basée sur des principes et des moyens d'actions droit-de-l'hommes : désobéissance civile, refus de la violence, révolution citoyenne, etc...
4. Les revendications sont multiples et peuvent parfois prendre la forme d'un fourre-tout et ne sont pas clairement priorisées.

Même s'il est positif que la résistance contre le gouvernement s'amplifie pour faire reculer ce projet de loi, que des débats émergent au sein des travailleurs et de la jeunesse populaire, cette forme d'organisation semble trop spontanée, anti-organisation et surtout sans la classe ouvrière. seule une organisation politique des tra-

vailleurs peut jouer un rôle d'avant-garde, de centre de coordination national de toutes les luttes et peut impulser une ligne juste, des mots d'ordres pertinents, organiser l'écriture et la distribution du matériel d'agitation, etc. Contrairement à ce que disent les médias, Nuit Debout n'est pas l'avant-garde du mouvement mais une de ses formes, de ses expériences.

Ce qui peut faire renoncer le gouvernement à son projet de loi, ce ne sont pas les rassemblements/sittings pacifiques, c'est la mobilisation de la classe ouvrière, associée à la jeunesse, c'est le rapport de force crée par la grève économique se transformant en grève politique, le blocage de l'économie. Ce qui peut faire reculer la bourgeoisie, c'est la force de la classe ouvrière !

**RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI
ET DES LOIS ANTI-OUVRIERES !**

**AMPLIFIONS NOS LUTTES
POUR VAINCRE LA BOURGEOISIE !**

**REJETONS LES PARTIS BOURGEOIS POUR MIEUX
CONSTRUIRE NOS ORGANISATIONS DE CLASSE !**

SOUTENONS LES COMITES DE BASE DES CGT GOODYEAR

Les comités Goodyear ont été créés pour réunir partout en France le maximum de militants syndicalistes, politiques ou salariés dans des organisations de base afin de combattre la décision du tribunal d'Amiens mais aussi plus largement la criminalisation de l'action syndicale, les comités de soutien aux Goodyears ont élargi aujourd'hui leur combat à la lutte contre l'état d'urgence ainsi que contre la loi travail.

Les comités se sont multipliés dans tout le territoire. Le nombre de comités montre l'ampleur et le succès de cette initiative.

Une des premières activités de ces comités est d'organiser des meetings où sont présents les condamnés Goodyear ainsi que leur avocat, ces meetings font cartons pleins systématiquement avec des centaines de participants. Ainsi les Goodyears opèrent un véritable « tour de France » devant des salles comblées, des discours revendicatifs. Nous soutenons ce genre d'actions, car cela faisait un moment qu'une telle initiative forte au niveau national, n'avait pas connu un tel engouement autour de thématiques sur la répression et la lutte de classe.

Le chemin que prennent aujourd'hui ces comités prouve encore une fois leur utilité pour la lutte politique avec des réunions regroupant l'ensemble des comités à Paris et tentant de faire des rassemblements sur la capitale. L'énergie investie à intervenir politiquement dans le 51^{ème} congrès de la CGT en un sens critique est aussi positive, à la condition de fortifier la CGT et le syndicalisme anticapitaliste.

C'est sur ce constat que nous tirons la conclusion que ces comités de base peuvent servir, aux véritables militants communistes, d'organisations de travailleurs basés sur leurs inté-

rêts de classe. Ainsi, nous participons avec nos forces à renforcer les comités où nous sommes présents et à les créer là où il n'y en a pas.

En pleine lutte contre la loi dite travail, de larges masses de travailleurs font grève et manifestent régulièrement dans les rues. Cette contestation qui s'exprime doit prendre le chemin de l'organisation. Bien que ces dernières ne soient pas des organisations révolutionnaires, elles ont l'avantage de regrouper des militants ouvriers avancés.

Dans quels buts pouvons-nous y participer ? :

Développer l'esprit d'organisation dans la classe ouvrière
Combattre l'influence du réformisme
Insuffler l'unité d'action de la classe sur ses propres intérêts
N'attendons pas que la classe ouvrière crée des structures directement révolutionnaires car nous pourrions attendre éternellement. La bataille d'influence doit se mener dans toutes les organisations de la classe et laissons la tactique mortifère de la chaise vide aux gauchistes. Rappelons-nous que les soviets se sont bolchévisés par le travail des communistes dans leur sein uniquement deux ou trois mois avant la Révolution d'Octobre. Ils étaient auparavant largement sous l'influence des conciliateurs et réformistes (socialistes révolutionnaires et mencheviks).

Notre place est auprès des travailleurs qui s'organisent quand bien même ceux-ci restent encore sous l'influence du réformisme, de l'opportunisme ou toutes autres déviations, notre objectif est de s'y battre pour y faire naître la conscience de classe et l'esprit d'organisation les plus larges possibles !

Depuis 2013 un groupe de parlementaires socialistes, que les médias appellent « frondeurs », s'opposent à certaines mesures prises par le gouvernement et notamment la loi El-Khomri : « *Il y a dans la gauche de gouvernement deux projets, deux visions du monde et du code du travail, l'une d'inspiration libérale et l'autre réformiste, qui sont aujourd'hui en débat* » (Christian Paul, député PS).

Ce groupe se pose donc en défenseur de la ligne « réformiste » face à la dérive « sociale-libérale » du gouvernement incarné par Manuel Valls et Emmanuel Macron, accusés d'être des « tartuffes », de « faux socialistes ». Traditionnellement le PS, en tant que parti social-démocrate, voulait relancer la croissance en soutenant le pouvoir d'achat (la demande) et par ce biais relancer la production (en opposition avec une politique dite de droite qui privilégiait l'offre au détriment du marché). Désormais, face à la crise du capitalisme et à la concurrence acharnée des autres impérialismes, la bourgeoisie française est conduite, pour préserver ses intérêts à pressurer toujours plus le travail. Le gouvernement de Hollande applique donc une politique « libérale » qui vise à perfuser le capital par des aides (CICE, Pacte de responsabilité...) et à réduire les salaires.

C'est cette politique économique, sociale-libérale assumée, que les frondeurs ne peuvent accepter. Ils restent attachés aux vieux ressorts de la social-démocratie, c'est-à-dire de tromper les masses en faisant croire que si le capitalisme n'est pas un système parfait, on peut le rendre supportable, mais sans jamais aborder la question

du pouvoir et du renversement du capitalisme. De conserver l'utopie qu'on peut résoudre la crise, en ne remettant pas en cause le système lui-même, mais en l'améliorant. A cet effet les frondeurs ont proposé un contre-projet à la loi travail. Leurs solutions sont du déjà-vu : aides publiques, emplois aidés, soutien au monde associatif, respect des 35h...etc Seules nouveautés l'accent porté sur le numérique présenté comme le nouvel eldorado à emplois (or le progrès ne résout en rien le conflit entre capital et travail). En revanche, ils partagent en partie les critiques du gouvernement sur la justice prudhomme jugée trop lourde et veulent promouvoir un syndicalisme « responsable », véritable « partenaire social », sur le modèle allemand en excluant les « gauchistes » de la CGT.

Il n'y a rien qui dans ces propositions traduise un progrès pour les travailleurs ou une remise en question du capitalisme. Les frondeurs sont l'expression d'un malaise au sein du PS sur la ligne adoptée par le gouvernement et traduisent les divergences qui peuvent exister au sein de la bourgeoisie française. **Ceux qui croient que les frondeurs peuvent constituer un relai à la contestation sociale ou des « alliés » politiques se fourvoieront dans le réformisme le plus plat. Ils continueront de répandre des illusions parmi les masses en prétendant que la solution se trouve au sein du jeu politique bourgeois. La solution ne peut être que dans le développement des luttes et de la conscience anticapitaliste de la classe ouvrière, dans la constitution d'un parti indépendant de la bourgeoisie et de ses illusions réformistes.**

LOI TRAVAIL: L'IMPOSTURE DU FRONT NATIONAL !!

Les médias se font l'écho de la soi-disant opposition du parti frontiste à la loi El-Khomri (Florian Philippot, vice-président du parti, a parlé d'un « choc de précarisation »), faisant croire que le FN était sur la même ligne que la CGT !

Pourtant à y regarder de plus près la réalité est bien différente, en témoigne ce passage d'un de leur communiqué (19 février 2016) : « *Le projet de loi El Khomri sur le droit du travail ne réglera en rien les difficultés économiques des TPE et des PME, une nouvelle fois grandes oubliées de cette réforme* ». Le masque tombe. Ce qui intéresse le FN, ce ne sont pas les ouvriers et les travailleurs, mais les petits entrepreneurs, artisans et commerçants qui constituent la base sociale de ses militants et de ses plus fervents soutiens. Dans leur logique, seules les grandes entreprises pourront appliquer la dérégulation du code de travail et obtenir un avantage concurrentiel énorme sur les petites et moyennes entreprises. **Ce n'est donc pas la casse sociale que dénonce le front national, mais seulement que toutes les entreprises n'aient pas les mêmes facilités à détricoter le droit du travail !**

On pourrait rétorquer que cette argumentation ne tient pas une seule minute face à l'examen de la réalité sociale. C'est au contraire dans les grandes entre-

prises, là où subsistent des bastions syndicaux (même gangrenés par le réformisme), que les salariés peuvent encore conserver certains de leurs acquis sociaux. A l'inverse c'est dans les TPE et PME, là où la représentation syndicale est quasi nulle ou étouffée, que les salariés subiront les diktats de leurs employeurs.

De plus le FN profite de cette loi pour une fois encore marteler son discours nauséabond et délétère sur l'Islam. Il s'indigne de « *l'incroyable blanc-seing que donne le projet de loi aux revendications religieuses et communautaristes* ». **Encore du venin distillé chez les travailleurs pour les diviser et bien sûr stigmatiser ceux issus de l'immigration et de confession musulmane alors que pour lutter contre la loi Khomri, les travailleurs ont besoin de l'unité la plus large.** Dans la réalité la loi travail ne change absolument rien dans ce domaine et un débat sur la « laïcité en péril » est caduque et hors sujet puisque le principe de laïcité ne s'applique pas aux entreprises privées.

Le Front national confirme donc qu'il est un parti nuisible à la classe ouvrière (de plus où sont passés ces opposants ? Le FN était-il en tête de cortège lors des manifestations ?), réactionnaire et xénophobe, représentant des intérêts de la bourgeoisie française et du capital.

COLLECTIF NI GUERRE NI ETAT DE GUERRE : UN COLLECTIF A RENFORCER

C'est un premier pas dans la reconstruction d'un mouvement anti-guerre et anti-impérialiste en France. La naissance de ce collectif en janvier-février 2016 a marqué la volonté d'organisations politiques, de syndicats et d'associations de développer et d'organiser la lutte contre la guerre sur tout le territoire de l'Etat français. Ce comité, qui s'est d'abord constitué à Paris et qui se renforce en province (Marseille, Beauvais...), a de suite lié l'analyse de la situation actuelle à l'action concrète contre les guerres françaises comme en témoignent les manifestations du 12 et 19 mars à Paris.

LA NECESSITE D'UN MOUVEMENT ANTIGUERRE EN FRANCE

Afghanistan, Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique, Syrie, Libye, Irak et tant d'autres encore. Les interventions militaires françaises se sont multipliées ses dernières années sans que naissent des mouvements de rue contre la guerre ou encore une volonté coordonnée de s'opposer à la guerre. Pour autant, beaucoup d'organisations révolutionnaires ou progressistes avaient dénoncé les guerres sans toutefois franchir le pas d'une tentative unitaire de s'opposer à la guerre.

Aujourd'hui, la première pierre est posée. **L'état d'urgence et ses conséquences sur le mouvement ouvrier et social, l'intervention française en Syrie et les risques de déflagration en un nouveau conflit mondial ont été des déclics pour tenter de construire une riposte à cet état de guerre permanent mis en place par l'Etat impérialiste français.**

Le ROCML a toujours affirmé la nécessité de réunir toutes les organisations révolutionnaires et progressistes qui s'opposent aux guerres menées par la France dans un vaste front de lutte contre la guerre. **Ne nous y trompons pas, la cible des communistes est l'impérialisme français. C'est notre propre bourgeoisie qu'il faut d'abord combattre.** Souvent le mouvement anti-guerre s'est mobilisé en France lorsque notre propre impérialisme n'intervenait pas directement : Irak en 2003. Il est donc vital que le mouvement anti-guerre se développe contre les guerres menées par son propre pays. C'est en

cela que le mouvement antiguerre combat réellement les guerres.

LE SENS DE NOTRE INTERVENTION DANS LE COLLECTIF CONTRE LA GUERRE

Le ROCML se reconnaît dans les 4 points essentiels de la plateforme du collectif :

- 1) *L'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait de toutes les troupes françaises à l'extérieur et la fin des traités et alliances militaires (OTAN),*
- 2) *La dénonciation des ventes d'armes,*
- 3) *la dénonciation de la militarisation de la société et le complexe militaro-sécuritaire,*
- 4) *Le soutien à l'autodétermination des peuples et sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation.*

Ce collectif rassemble différentes organisations avec lesquelles nous discutons et débattons. De ce fait, les militants du ROCML vont s'investir dans le débat autour de plusieurs questions : le Moyen-Orient, la FrancAfrique, la sécurisation de la société ; afin de participer à la construction des analyses et de la politique du collectif.

Les communistes participant à ce collectif essaient de faire le lien entre les guerres extérieures de la France et le système capitaliste-impérialiste. Tant que ce système économique de pillage existera, les guerres continueront. Ce n'est pas une question de *choix* dans une politique extérieure. De même, les guerres de conquêtes extérieures et la guerre sociale à l'intérieur du pays sont les deux faces de l'offensive réactionnaire du capital. Il est grand temps que les communistes fassent la lumière sur l'imbrication de ces phénomènes pour que les travailleurs comprennent mieux la situation actuelle et luttent, non plus seulement contre la politique du gouvernement, mais contre le système impérialiste.

A bas l'impérialisme français et ses guerres !

Multiplions la création de collectifs antiguerres dans tout le pays !

Relions les luttes contre les guerres de conquêtes à la lutte contre les mesures d'austérité et anti-ouvrières !



Le site du collectif : <http://collectifantiguerre.org/>

Contactez le collectif : antiguerre16@gmail.com

SITUATION INTERNATIONALE : LE KURDISTAN

Nous publions des extraits d'une déclaration d'une association kurde en France. L'ampleur de la répression et les revendications des Kurdes heurtent l'hypocrisie des pays impérialistes. Depuis plusieurs décennies, la question kurde est manipulée. On parle de la question kurde quand ça arrange. Pendant la négociation de « paix » en Syrie, au nom de la diplomatie, on oublie la revendication d'un peuple qui n'a cessé de se battre : les Kurdes ont créé une région autonome avec d'autres peuples de la région grâce à leurs propres moyens.

La Turquie, avec le soutien des pays impérialistes, veut écraser cette autonomie. Les pays impérialistes utilisent les Kurdes et le Rojava comme un élément de diplomatie pour faire accepter leurs demandes auprès de la Turquie. Le but de l'impérialisme est de diviser pour mieux régner sur cette région du monde. Or quand Rojava a été créé et a affronté toutes les forces réactionnaires de la région, personne ne voulait entendre parler des Kurdes. On fait croire que les Kurdes avec d'autres peuples (les peuples arabes par exemple) ont créé l'autonomie avec l'aide de l'impérialisme. Non, c'est faux, dès 2012-2013, les Kurdes se battaient. A ce moment là, DAESH était encore un atout de l'impérialisme et avait des chances de remplacer le gouvernement irakien aux yeux de certains impérialismes (voir VDC précédentes).

Au Kurdistan Nord (Turquie), depuis des mois et devant les yeux du monde entier, l'Etat turc bombarde et massacre le peuple kurde. En même temps, l'Europe négocie pour que la Turquie garde les migrants en payant 6 milliards d'euros. Ce barrage inhumain a été créé au nom de la protection de la « démocratie et de la république ». L'impérialisme, les institutions « démocratiques » internationales ferment les yeux, oubliant la revendication des peuples. Exactement comme en Palestine, « on est pour le droit des peuples mais on est contre le Hamas ». En Turquie, on est solidaire des Kurdes mais le PKK est « terroriste ». On vous demande monsieur ? Avez-vous demandé l'avis des peuples kurdes et palestiniens ? Ces deux peuples mènent une lutte juste : nous soutenons les luttes des deux peuples opprimés du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, la lutte contre la guerre impérialiste doit s'accompagner du soutien à ceux qui combattent concrètement l'impérialisme et à leurs revendications légitimes comme l'autodétermination. Ce ne sont pas les pays impérialistes qui ont créé les peuples opprimés et leurs revendications. Malgré la division du peuple kurde, leur demande est légitime et nous soutenons l'autodétermination. Mais ce n'est pas nous qui décidons. Ce sont les peuples eux-mêmes.

Vive la lutte de libération du peuple kurde ! Vive la solidarité internationale prolétarienne !

Les victoires des forces kurdes en Syrie ont été perçues par l'Etat turc comme une menace directe pour la Turquie. En effet, le projet politique du confédéralisme démocratique qui y est développé est à l'opposé des principes fondateurs de l'Etat turc incarné aujourd'hui par l'AKP. Ce projet politique est l'un des facteurs clés de la répression sanglante engagée par le gouvernement de l'AKP contre les villes kurdes de Turquie. Privé de sa majorité absolue aux élections législatives du 7 juin 2015 par le score du HDP (Parti démocratique des Peuples – alliance du mouvement politique kurde et des forces progressistes de Turquie), l'AKP a rompu sans motif les pourparlers de paix engagés depuis 2013 avec le mouvement kurde auquel il a déclaré la guerre afin d'obtenir le soutien de l'électorat d'extrême droite lors des élections anticipées du 1er novembre 2015.

Le peuple kurde a réagi en réclamant son droit à l'autogouvernance. Ne tolérant aucune voix d'opposition et aucune avancée démocratique, le gouvernement AKP a intensifié ses offensives. Depuis le 16 août 2015, 1,3 millions de personnes ont été affectées par les couvre-feux mis en place à 56 reprises par les autorités turques, dans une vingtaine de villes du Kurdistan. Aujourd'hui, les villes de Sur/Diyarbakir et de Hezex/Sirnak où des dizaines de milliers de policiers et de militaires ont été déployés, sont assiégées et bombardées sans discontinuité depuis plusieurs semaines. Au cours des 5 derniers mois, près de 600 civils, dont beaucoup de femmes, d'enfants et de personnes âgées, ont été tués par les forces de sécurité.

Le gouvernement de l'AKP justifie toutes ses actions criminelles contre le peuple kurde par la rhétorique de la « lutte contre le terrorisme », créant par là même l'amalgame entre les actes de barbarie de Daesh et la résistance du peuple kurde. Toute voix s'élevant contre ces crimes d'Etat est assimilée à un acte terroriste par le pouvoir politique. Par exemple, l'appel signé par 1128 universitaires et académiciens de Turquie déclarant qu'ils ne seront « pas complices des crimes commis par l'Etat », leur a valu des

gardes à vue, des poursuites en justice et des sanctions disciplinaires.

L'Etat turc a intensifié la répression politique à l'encontre des militants kurdes. Des centaines de membres du HDP, dont de nombreux élus ont été arrêtés. Après les élections législatives anticipées du 1er novembre que l'AKP a remportées par la terreur, 20 Co-maires du parti kurde DBP (Parti Démocratique des Régions, affilié au HDP) ont été jetés en prison. De nombreux autres ont été destitués. Parallèlement, des administrateurs désignés par le gouvernement seront chargés de remplacer ces maires. Ainsi, des bureaucrates nommés par l'Etat viendront saper la volonté populaire.

Nos demandes

Nous appelons toutes les personnes à faire pression sur la Turquie pour qu'elle mette fin à l'isolement du leader kurde Abdullah Öcalan et qu'elle reprenne le processus de paix.

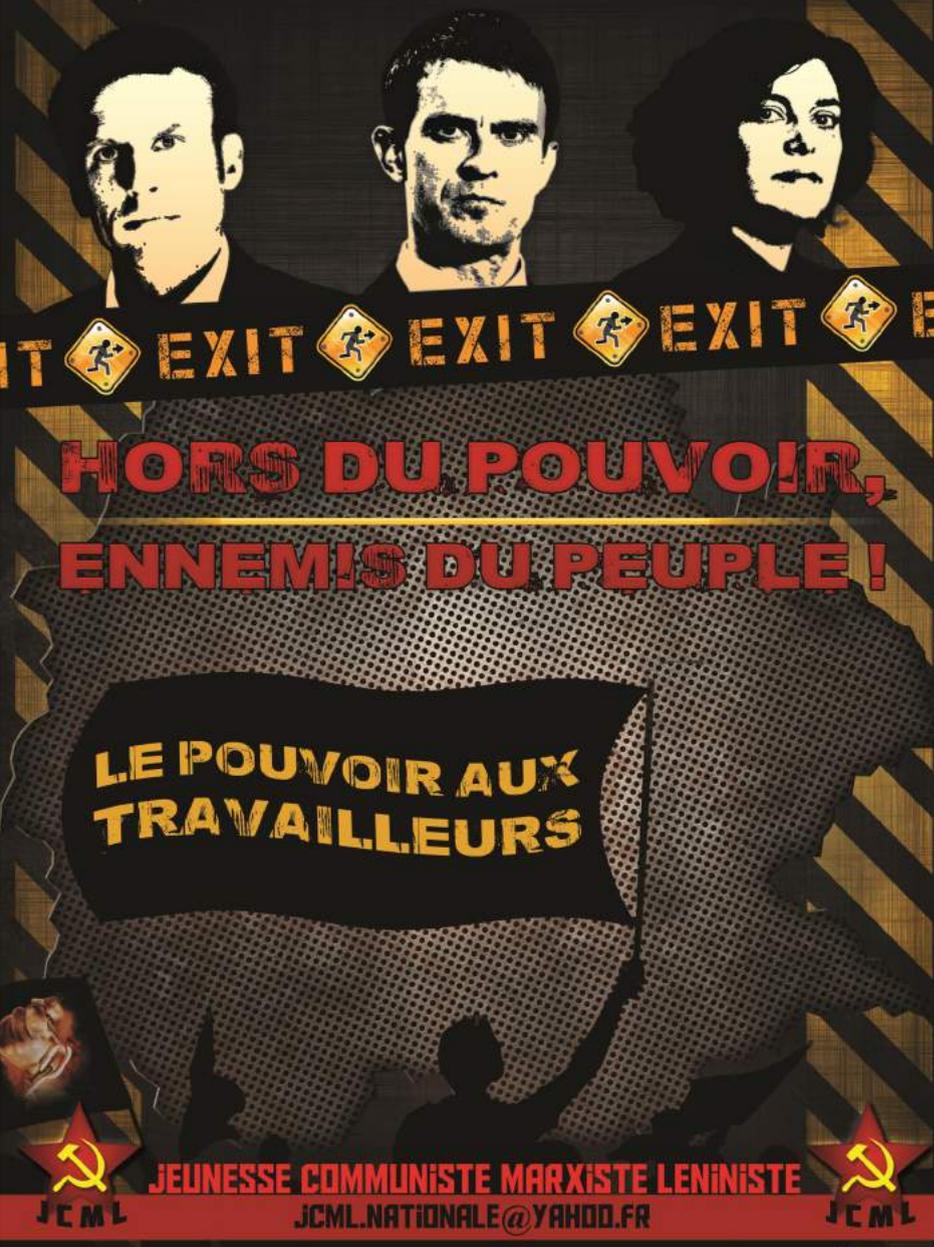
Nous appelons toutes les forces démocratiques à s'opposer à la dictature d'Erdogan et de l'AKP et à soutenir les peuples qui résistent pour la démocratie.

Nous appelons les Etats européens à arrêter immédiatement les ventes d'armes à la Turquie et à cesser tout soutien politique et économique à celle-ci.

Tant que la revendication de paix du peuple kurde n'est pas satisfaite et qu'il n'est pas mis un terme à la politique turque de chaos en Syrie et en Irak, les Etats de l'Union européenne sont confrontés à un risque grandissant d'attaques. Encouragé par l'approche politique de la Turquie, Daesh se livre à des massacres dans les pays européens. Pour faire reculer Daesh, il faut avant tout dénoncer le soutien apporté par la Turquie à cette organisation barbare et y mettre un terme.

Source : Feyka Kurdistan

MAGRON / VALLS / EL KHOMRI



QUI SOMMES-NOUS ?

Le **ROC-ML** est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

LA LIBRAIRIE
DU ROCML



ROCML, Documents du Premier Congrès

ROCML, A propos du mot d'ordre de nationalisation

ROCML, Notre combat: arracher le prolétariat à la domination bourgeoise

ROCML, Sur la crise économique

ROCML, Le soulèvement populaire en Tunisie

ROCML, Sur l'impérialisme au Moyen Orient

ROCML, La multiplication des guerres en France

ROCML

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

Adresse électronique du ROCML

Roc.ml@laposte.net

Adresse postale :

**Association GrandROC
Villa OctoSun, 3 clos de
Lutché 31380 GARIDECH**

Site du ROCML

<http://www.rocml.org>